

La ville comme atelier

Développement urbain et intégration au service des jeunes

Alain Howiller*



En juillet 1981, quelques semaines seulement après avoir élu François Mitterrand à la présidence de la République, la France faisait face à sa première émeute des banlieues, dans le quartier des Minguettes, à Vénissieux dans la banlieue de Lyon. Depuis, des scénarios semblables se sont reproduits en France mais aussi depuis peu en Allemagne.

Integration durch Stadtplanung

Vénissieux und Les Minguettes in Lyon (aber auch Straßburg) sind wie Kreuzberg in Berlin Symbole gescheiterter Integration. Dabei unterscheidet sich das klassische Einwanderungsland Frankreich durch seine Einbürgerungspolitik wesentlich von Deutschland, wo Integrationsbemühungen auf ethnischer Zugehörigkeit fußen. Gemein sind beiden Ländern die durch gescheiterte Integration entstandenen Probleme.

Der Autor, ehemaliger Chefredakteur der Tageszeitung *Dernières Nouvelles d'Alsace*, sieht neben Politikern Stadtplaner und Architekten in der Pflicht und fordert die Beteiligung Jugendlicher an einer integrativen Stadtplanung. Red.

Si Vénissieux et les Minguettes (mais aussi Strasbourg) sont devenus un symbole, à Berlin c'est Kreuzberg, quartier-phare de la mixité et du multiculturalisme qui a payé son tribut à une actualité contestataire. Le signe en a été, en particulier, une scène révélatrice : un homme, fin cinquantaine, fine moustache grise et lunettes rondes, s'est installé à la table d'un restaurant turc, le propriétaire l'apostrophe : « *Les Turcs, vous le savez bien, cher Monsieur, sont un peuple accueillant et hospitalier, mais franchement je ne pense pas que je puisse vous servir* ». L'hôte indésirable, c'est Thilo Sarrazin, l'auteur du best-seller *Deutschland schafft sich ab (L'Allemagne s'épuise)*, dans lequel il af-

firme que les immigrés ne peuvent « génétiquement » s'intégrer à la société allemande. Expulsé en quelque sorte du restaurant, il avait déjà été chassé du marché voisin qu'il voulait utiliser comme cadre d'une interview télévisée par une foule (dont de nombreux jeunes de toutes origines) le traitant de « nazi » et de « raciste ». Avant de s'éclipser, cet ancien membre du directoire de la Banque centrale allemande, ancien membre du SPD, ancien député du Sénat de Berlin, a eu le front de lancer à la foule et aux journalistes présents : « *Malheur à nous, si les conditions qui règnent ici, dans cet atelier du futur de notre pays, devaient s'étendre à toute l'Allemagne !* »

Du Rhône à la Spree, l'immigration, mais aussi les échecs d'une intégration, se retrouvent au centre des préoccupations des villes : « *Pour garantir leurs perspectives d'avenir à long terme, les deux sociétés se voient obligées d'assurer une meilleure intégration, en particulier des jeunes générations issues de l'immigration, qui ont en général acquis la double nationalité* », écrivent Wolfgang Neumann, de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, et Stefan Krämer, de la Fondation *Wüstenrot*, en préface à un ouvrage bilingue sur le *Développement urbain et intégration sociale des jeunes en France et en Allemagne*, qui analyse les réalités de quelques villes en France et en Allemagne, livre écrit à la suite d'un colloque franco-allemand à Berlin.

« *Tandis que la France a été un pays classique d'immigration* », précise Wolfgang Neumann, « *l'Allemagne a longtemps nié ou tabouisé dans ses*

* Alain Howiller est ancien rédacteur en chef des *Dernières Nouvelles d'Alsace*.

discours officiels le fait d'être pareillement un pays d'immigration. » L'idée d'origine du modèle français est basée sur l'égalité républicaine de tous les individus, mise en œuvre concrètement par la loi et surtout par l'acquisition de la naturalisation française. La relation de l'individu à l'Etat (principe de citoyenneté) est déterminante, l'intégration est donc exclusivement le fait de l'individu, raison pour laquelle le soutien de l'identité ethnique des groupes issus de l'immigration ne fait pas partie de la politique d'intégration. Par contre, le modèle allemand est marqué par le soutien de l'appartenance ethnique ou culturelle de façon indépendante du statut juridique. En Allemagne la politique d'intégration est orientée selon les différents groupes (ethniques), pendant qu'en France, on entend par intégration une politique de cohésion sociale, indépendamment de l'origine des individus.

La ville est l'atelier où se pratiquent et se réalisent les différentes approches, c'est ici qu'on réussit (ou le plus souvent on rate) l'intégration, c'est ici que se crée et se perpétue une fracture sociale et spatiale qui génère des ghettos, des quartiers « typés » dont la réputation suivra les habitants en quête de logements, mais aussi en recherche de travail. Le mélange des générations n'est pas assuré, la mixité sociale encore moins. Les jeunes ont des besoins dont il n'est pas tenu compte : d'ailleurs ils sont rarement consultés, car souvent les urbanistes et les architectes ne savent pas... comment faire. En outre, ils sont pris en compte comme facteurs de gêne: ils font du skate, sont sources de nuisances sonores voire de tapage nocturne, peignent des tags, ont des comportements agressifs et violents entre eux ou contre d'autres catégories de population. Autant d'éléments dont urbanistes, hommes politiques et architectes doivent tenir compte pour redonner à la ville ses capacités d'intégration.

La ville doit lutter contre la ségrégation (spatiale, sociale, économique) et participer à la réduction des inégalités de chances nées de l'éducation et de la formation. Le projet urbain doit combiner privé et public, résidence et travail, faire cohabiter jeunes et moins jeunes, familles et individus isolés, familles avec enfants. C'est la voie suivie dans les deux pays, après la période des « villes

nouvelles » et des banlieues spécialisées (où on réside, mais où on ne « travaille pas »), au profit des rénovations d'espaces urbains existants (notamment le centre des villes), que l'on exploite jusqu'aux derniers mètres carrés susceptibles d'être construits.

L'Allemagne a un avantage : les décisions sont prises au niveau local, ce qui n'exclut pas des conflits de compétences avec les instances fédérales. La France a un inconvénient : les impulsions viennent de Paris et s'appuient sur les initiatives locales. Des sommes colossales ont été investies par les deux pays dans des réalisations susceptibles de favoriser l'intégration des jeunes et en particulier des jeunes immigrés à travers le Plan Banlieue en France, les plans *Soziale Stadt* (ville sociale) ou *Stadtumbau Ost und Stadtumbau West* (restructuration urbaine pour l'Est et pour l'Ouest). Dans la période 2004/2013, la France entend investir 42 milliards d'euros dans la rénovation urbaine. En Allemagne, entre 1999 et 2008, Berlin a investi 760 millions d'euros, les *Länder* et les communes y ont ajouté 1,44 milliards : si on ajoute à ces sommes diverses subventions, l'Allemagne a consacré au programme de rénovation 6,05 milliards d'euros en neuf ans pendant que la France y consacrait, dans le même laps de temps 12 milliards d'euros. L'effort a porté aussi, côté français, sur le développement économique. La mise en place des zones franches, dont l'existence vient d'être prolongée, permet une large exonération des impôts et des charges en cas d'implantation d'entreprise dans un quartier en zone sensible.

« *Contrairement à une opinion assez répandue en Allemagne* », note Wolfgang Neumann, « *on ne peut pas dire que l'Etat français et les différents gouvernements n'ont pas réagi ou pas assez réagi aux problèmes des conflits urbains. Au contraire, toute comparaison internationale montre que la France a su mettre en œuvre une politique appropriée et dotée de moyens financiers considérables pour apporter une solution aux problèmes dans les zones urbaines sensibles.* » Pourtant, les résultats tardent à être évidents. Peut-être parce qu'on n'a pas su trouver la formule qui permettrait d'impliquer les jeunes dans les différentes étapes d'élaboration de projets et de prises de décisions en matière d'aménagement urbain et d'urbanisme.